

Table de matières

1	Naturopathe et professions similaires	1
2	Assurance de prévoyance	6
3	Encaissement des primes	6
4	Restrictions de l'étendue de l'assurance	6
5	Résiliation en cas de sinistre par l'assureur	7
6	Reconstitution de la somme de garantie en cas de sinistre	7
7	Droit de résiliation annuel	7
8	Version de la police faisant juridiquement foi	7

1 Naturopathe et professions similaires

1.1 Objet de l'assurance

1.1.1 En modification de l'art. 1, chiffre 1 et art. 7, chiffre 13 des conditions générales (CGA), la couverture d'assurance pour les naturopathes s'étend également à la responsabilité civile pour les dommages économiques liés à l'activité de naturopathe. Sont considérés comme des dommages économiques au sens de l'art. 1, chiffre 1 des conditions générales (CGA) les dommages mesurables en argent, qui ne sont pas la conséquence d'une lésion corporelle ni d'un dommage matériel causé au lésé.

Au demeurant, ses sinistres seront assimilés à des dommages corporels.

1.1.2 En complément de l'art. 1, chiffre 2 des conditions générales (CGA), l'assurance comprend également la responsabilité civile du fait de :

- l'activité auxiliaire comme médecin officiel ou professeur d'université ;
- l'engagement d'un remplaçant (la responsabilité personnelle de celui-ci est couverte) ;
- de la remise de remèdes dans le domaine de la médecine douce et homéopathie, en dérogation partielle de l'art. 7, chiffre 12 des conditions générales (CGA).

1.1.3 En modification de l'art. 3, chiffre 4 des conditions générales (CGA), la couverture d'assurance comprend également la responsabilité civile :

- pour les dommages dus à l'effet de rayons X et d'autres radiations ionisantes en rapport avec une art thérapie.

Ne sont pas assurés :

Les dommages génétiques.

Lorsqu'un événement imprévu risque de provoquer une contamination par des radiations ionisantes, la Mobilière assume également, en dérogation partielle à l'art. 7, chiffre 15 des conditions générales (CGA), les frais mis à la charge de l'assuré par la loi et entraînés par les mesures prises afin d'écarter ce danger (frais de prévention).

Ne sont pas assurés :

Les frais occasionnés par la constatation et la suppression de la cause de cet événement, ainsi que le coût des réparations et transformations des installations du preneur d'assurance ;

- pour les dommages dus à l'effet de rayons laser.

- 1.1.4 L'art. 7, chiffre 11 des conditions générales (CGA) n'est pas applicable pour les prétentions résultant de dommages causés à l'homme par suite d'une activité médicale.

Ne sont pas assurées :

- 1.1.5 Les prétentions d'un tiers, lorsque le preneur d'assurance est lié à lui par un contrat de travail ou contrat relevant du statut de fonctionnaire ;
- 1.1.6 La responsabilité civile découlant de l'activité dans un hôpital, dans la mesure où cette activité s'exerce en vertu d'un contrat de travail ou en qualité de fonctionnaire auprès de l'hôpital en question.

1.2 Validité temporelle

L'art. 8, chiffre 2 des conditions générales (CGA) est remplacé par les dispositions suivantes :

- 1.2.1 L'assurance couvre les prétentions en dommages-intérêts émises contre un assuré pendant la durée du contrat et qui sont annoncées à la Mobilière au plus tard 60 mois après la fin du contrat.
- 1.2.2 La prétention est réputée émise au moment où un assuré a connaissance ou aurait dû avoir connaissance pour la première fois de circonstances dont il aurait dû s'attendre à ce qu'elles engendrent une prétention à l'encontre d'un assuré, mais au plus tard lorsqu'une prétention est émise oralement ou par écrit.
- 1.2.3 Toutes les prétentions émises pour les dommages en série selon chiffre 1.3.3, al. 1 ci-après sont réputées l'avoir été au moment où la première prétention selon chiffre 1.2.2 ci-dessus a été formulée.
- 1.2.4 Les dommages qui ont été causés avant le début du contrat ne sont couverts que si l'assuré prouve qu'au début du contrat, il n'avait pas ou ne pouvait pas, d'après les circonstances, avoir connaissance d'une action ou d'une omission pouvant fonder sa responsabilité. Il en va de même des prétentions découlant de dommages en série selon chiffre 1.3.3, al. 1 ci-après, si l'un des dommages en série a été causé avant le début du contrat.

Dans la mesure où une assurance antérieure couvre des dommages selon l'alinéa précédent, le présent contrat ne couvre, dans les limites de ses dispositions, que la différence de somme non couverte par l'autre assurance (assurance complémentaire). L'assurance antérieure fournit en premier lieu ses prestations, qui sont portées en déduction de la somme assurée par le présent contrat.

- 1.2.5 En cas de modification de l'étendue de la couverture pendant la durée du contrat (y compris une modification de la somme assurée et/ou de la franchise), le chiffre 1.2.4, 1ci-dessus s'applique par analogie.

1.3 Prestations de la Mobilière

L'art. 9 des conditions générales (CGA) est remplacé par les dispositions suivantes :

- 1.3.1 Les prestations de la Mobilière consistent dans le paiement des indemnités dues en cas de prétentions justifiées et dans la défense des intérêts assurés contre les prétentions injustifiées.

Elles sont limitées par la somme assurée convenue dans la police, y compris les intérêts du dommage, les frais de réduction du dommage, d'expertise, d'avocat, de justice, d'arbitrage et de médiation, les dépens alloués à la partie adverse ainsi que les frais de prévention et d'autres frais éventuellement assurés.

- 1.3.2 La somme assurée est considérée comme une garantie sextuple par année d'assurance. Elle est versée au maximum six fois pour l'ensemble des prétentions émises pour des dommages, des frais de prévention de dommages et d'autres frais éventuellement assurés au cours d'une même année d'assurance.
- 1.3.3 La totalité des prétentions émises pour des dommages ayant la même cause (par. ex. plusieurs prétentions pour des dommages dus au même défaut, tel en particulier une erreur de développement, un défaut de construction, de fabrication ou d'instruction, le même défaut d'un produit ou d'une substance ou la même action ou omission) est considérée comme un seul dommage (dommage en série). Le nombre des lésés et des personnes émettant des prétentions ou des ayants droit est sans importance à cet égard.

Pour les dommages en série survenus après la fin du contrat selon l'alinéa précédent, la couverture est donnée pendant une durée maximale de 60 mois à compter de la fin du contrat, si le premier dommage de la série est survenu pendant la durée du contrat.

- 1.3.4 Les prestations et leurs limitations sont fondées sur les dispositions du contrat d'assurance (y compris celles concernant la somme garantie et la franchise) qui étaient en vigueur au moment de la survenance du dommage selon chiffres 1.2.2 et 1.2.3 ci-dessus.
- 1.3.5 La somme de garantie pour la couverture accordée selon l'art. 1.5 des présentes conditions complémentaires est limitée à Fr. 3 000 000.— par événement dans les limites de la somme de garantie convenue pour les dommages corporels et matériels.

1.4 Renonciation à invoquer la faute grave (art. 14 LCA)

Nous renonçons au droit de recours ou de réduction des prestations prévu par l'art. 14, al. 2 de la loi sur le contrat d'assurance

Cette extension de couverture n'est pas valable

- si la personne assurée a causé le dommage sous l'influence de l'alcool, des drogues ou des médicaments ;
- pour les prétentions récursoires et compensatoires formulées par des tiers à raison des prestations qu'ils ont servies aux lésés.

1.5 Responsabilité civile du maître de l'ouvrage pour des projets de construction dont le coût total n'excède pas Fr. 500 000. —

- 1.5.1 En modification partielle de l'art. 9, chiffre 8 des conditions générales (CGA), l'assurance couvre aussi les prétentions émises pour des dommages causés à des biens-fonds, immeubles et autres ouvrages de tiers, par des travaux de démolition, de terrassement ou autres travaux de construction, dans la mesure où le preneur d'assurance en répond en sa qualité de maître de l'ouvrage.
- 1.5.2 En complément de l'art. 9 des conditions générales (CGA), sont exclues de l'assurance selon chiffre ci-dessus

La responsabilité civile du maître de l'ouvrage

- pour les projets de construction dont le coût dépasse Fr. 500 000. -- (autrement dit la couverture est totalement supprimée si le coût du projet dépasse ce montant) ;

- pour les travaux effectués à des biens-fonds, immeubles, locaux, installations qui ne servent ni entièrement ni partiellement à l'entreprise assurée ;
- si le nouvel ouvrage est construit à moins de 15 m des bâtiments voisins ;
- si le nouvel ouvrage est construit sur une pente de plus de 25% ;
- si des travaux de pilonnage ou de forage (pieux enfoncés ou vibrés dans le sol) doivent être exécutés pour les fondations du nouvel ouvrage ;
- si la construction nécessite un abaissement de la nappe phréatique (wellpoint, puits filtrants, etc.) ;
- si une enceinte de fouilles doit être posée (palplanches, parois Rühl ou rideaux souterrains), en outre, les prétentions pour des dommages causés à l'ouvrage lui-même ou au terrain qui en fait partie ;
- dus à une diminution du débit ou au tarissement de sources ;
- causés par l'action graduelle de la fumée, de la poussière, de la suie, de gaz, de vapeur ou de liquides, sauf si l'action graduelle est due à un événement soudain et imprévu ;
- en relation avec des sites contaminés (p.ex. excavation de terre polluée).

1.5.3 Obligations

Les assurés sont tenus

- de se conformer aux directives et prescriptions des autorités et d'observer les règles généralement reconnues en matière de construction ;
- de consulter les plans officiels avant le début des travaux de terrassement et de se renseigner sur le tracé exact des conduites souterraines ;
- de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les constructions voisines et de respecter les règles généralement reconnues en matière de construction, même si les mesures ne se sont révélées nécessaires qu'au cours de l'exécution des travaux de démolition ou de construction.

1.6 Dommages aux installations et appareils de télécommunications loués ou en leasing

En modification partielle de l'art. 7, chiffre 10 des conditions générales (CGA), ou de conventions applicables en lieu et place, l'assurance comprend également les prétentions en responsabilité civile pour des dommages causés aux équipements loués ou en leasing suivants: appareils téléphoniques stationnaires, télécopier, vidéophones, installations de vidéoconférences, répondeurs automatiques d'appels ainsi que les câbles desservant directement ces installations et appareils, de même que le central de l'immeuble (installations intérieures).

Sont exclues de la couverture d'assurance selon al. 1 ci-dessus et en complément de l'art. 7 des conditions

générales (CGA), les prétentions pour les dommages,

- aux téléphones mobiles, pager, chercheurs d'appels (bips), ordinateurs personnels et ses périphériques, serveurs, réseaux centraux, réseaux de câblage ;
- par l'incendie, la fumée, la foudre, les explosions, les hautes eaux, les inondations, les tempêtes (= vent de plus de 75 km/h qui renverse des arbres ou qui découvre les maisons dans le voisinage immédiat), la grêle, les avalanches, la pression de la neige, les chutes de pierres, les éboulements de rochers et les glissements de terrain ;
- ensuite de vol ;
- par les eaux qui se sont écoulées hors de conduites d'eau desservant uniquement l'entreprise assurée, des installations et appareils qui y sont raccordés, des aquariums quelle que soit la cause de cet écoulement ;
- par les eaux pluviales, la fonte de neige ou de glace, en tant que l'eau a pénétré à l'intérieur du bâtiment à travers le toit ou par les chéneaux ou tuyaux d'écoulement extérieurs, par le refoulement des eaux d'égoûts ou de l'eau provenant de nappes souterraines.

1.7 Dommages aux locaux à usage de cabinet loués, pris en leasing ou affermés

- 1.7.1 En modification partielle de l'art. 7, chiffre 10 des conditions générales (CGA) ou d'une règle s'y substituant, l'assurance comprend également les prétentions pour :
- dommages aux locaux à usage de cabinet loués, pris en leasing ou affermés par le cabinet, qui servent entièrement ou partiellement à l'entreprise assurée ;
 - les dommages à des parties d'immeubles et à des locaux (tels que cage d'escaliers, parking souterrain), utilisés en commun avec d'autres locataires, preneurs de leasing ou fermiers ou avec le propriétaire.

Ne sont pas assurés :

- Les dommages à des locaux d'entreposage, de fabrication ou utilisés à toute autre fin professionnelle ;
- les dommages à des installations de chauffage et d'alimentation en eau chaude, à des escaliers roulants, ascenseurs et monte-charges ainsi qu'à des installations climatiques, d'aération et sanitaires, qui servent exclusivement aux locaux du cabinet selon chiffre 1.7.1, 1^{er} et 2^{ème} tiret ci-dessus.

En cas de dommages dont l'auteur ne peut être identifié, la couverture – en modification de l'art. 7, chiffre 10 des conditions générales (CGA) – est limitée à la part du dommage dont l'assuré répond en vertu du contrat de location, de leasing ou de bail à ferme.

- 1.7.2 En complément de l'art. 7 des conditions générales (CGA), sont exclues de la couverture d'assurance selon chiffre 1.5.1 ci-dessus, les prétentions pour :
- les dommages causés par l'incendie, la foudre, les explosions, les hautes eaux, les inondations, les tempêtes, la grêle, les avalanches, la pression de la neige, l'éboulement de rochers, les chutes de pierres et le glissement de terrain ;
 - les dommages causés par l'écoulement des eaux, les eaux pluviales, la fonte de neige ou de glace, par le refoulement des eaux de canalisation ainsi que par l'eau provenant de nappes souterraines ;
 - les dommages aux vitrages (tels que fenêtres, vitrines, parterres, toits, portes et parois en verre).

Cette exclusion est toutefois limitée aux dommages aux locaux à usage de cabinet pris en location, en leasing ou affermés eux-mêmes et n'est pas applicable – en modification de l'art. 7, chiffre 13 des conditions générales (CGA) – aux pertes de revenus ou autres dommages économiques consécutifs à de tels dommages.

- les dommages dus à l'action progressive de l'humidité, ainsi que les dommages survenant peu à peu (par ex. dommages dus à l'usure, dommages aux tapisseries et aux peintures, etc.) ;
 - les frais de reconstitution de l'état primitif d'une chose, lorsque celle-ci a été volontairement transformée par un assuré ou sur son initiative.
- 1.7.3 Ne font pas l'objet de cette extension de couverture les dommages au mobilier, ainsi qu'à des machines et à des appareils, même s'ils sont rattachés de manière fixe à des parties d'ouvrage ou aux locaux et pour autant qu'ils ne soient pas mentionnés au chiffre 1.7.1, 3^{ème} tiret ci-dessus.

1.8 Frais de changement de serrures

En modification partielle de l'art. 7, chiffre 13 des conditions générales (CGA), l'assurance comprend également les prétentions en cas de perte de clés confiées donnant accès à des bâtiments, locaux et installations qui servent à l'entreprise assurée aux frais nécessaires pour le changement des serrures et des clés.

Les systèmes de fermeture automatisés avec des badges sont assimilés à des serrures et des clés.

2 Assurance de prévoyance

La garantie d'assurance s'étend aussi aux membres qui rejoignent en cours d'année l'association (assurance de prévoyance).

3 Encaissement des primes

Solution+benefit GmbH est responsable de remettre à la Mobilière chaque 1^{er} mars une liste actuelle (noms, prénoms, adresses, dates de naissance) des membres assurés ainsi que l'association à laquelle ils sont affiliés.

Cette liste est la base de calcul pour le décompte définitif de primes de l'année en cours selon l'art. 19 des conditions générales (CGA).

4 Restrictions de l'étendue de l'assurance

Est exclue de l'assurance, la responsabilité civile découlant des méthodes thérapeutiques suivantes :

- homéosiniatrie (combinaison d'acupuncture et d'injections homéopathiques ;
- les méthodes d'Aschner;
- détoxification au moyen de méthodes invasives ;
- „thérapie humorales“ ;
- bains chaudes (bains surchauffants dès 40°C) ;
- ionophorèse (introduction de médicaments dans la peau au moyen de courants électriques) ;
- méthode Schlenz (eau des bains 3 à 4°C plus chaudes que le corps humain) ;
- atlasologie (manipulations au niveau de l'atlas 1ère vertèbre) ;
- vitalogie (selon Huggler) ;
- thérapie par sang (injection ou administration de sang après potentiation homéopathique ou par tout autre procédé) ;
- astrologie (conseil astrologique en matière de thérapies) ;
- guérison spirituelle (guérison mentale par les forces spirituelles) ;
- thérapie primale (selon A. Janov);
- HOT (oxygénothérapie hématogène) ;
- Ozonothérapie (vaporisation à l'ozone et oxygène, lavage du sang à l'ozone et oxygène) ;
- thérapie à l'aide de cellules fraîches et l'organothérapie ;
- neural-thérapie ;

- thérapie aux extraits de thymus (stimulation immunitaire aux extraits de thymus (thymus hormonal)) ;
- ostéopathie à l'exception de l'ostéopathie cranio sacrale.

Cette énumération est exhaustive.

- les prétentions pour des dommages liés à une transmission effective ou supposés d'agents pathogènes (par exemple des prions) et aux maladies de la catégorie des „encéphalopathies spongiformes transmissibles“ (EST) qui pourraient en découler, comme les „encéphalopathies spongiformes bovines“ (ESB) ou la “variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob” (vMCJ).

5 Résiliation en cas de sinistre par l'assureur

En modification partielle de l'Art. 13 des conditions générales (CGA), le contrat s'éteint 5 mois après réception par le preneur d'assurance de la résiliation notifiée par La Mobilière.

6 Reconstitution de la somme de garantie en cas de sinistre

Dans le cadre des dispositions applicables à ce contrat, le preneur d'assurance peut à la suite de chaque sinistre demander à ce que la somme de garantie maximale convenue soit à nouveau reconstituée à son niveau initial. Il sera alors convenu de la prime correspondante à verser.

7 Droit de résiliation annuel

En modification partielle de l'art. 12 des conditions générales RC entreprise, respectivement l'art. 14 des conditions générales RC professionnelle les deux parties peuvent résilier le contrat par écrit au plus tard trois mois avant la fin de chaque année d'assurance.

8 Version de la police faisant juridiquement foi

En cas de litige, la version de la police en allemand est valable.